

On s'abonne au bureau du journal, rue de l'Ange, n° 627, où les lettres et envois doivent être adressés franc de port.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

(Par trimestre.)

Pour Namur. 4 fl. 50 c.
Pour les autres villes. 5 20

COURRIER

DE LA SAMBRE.

INSERTIONS ET AVIS.

Prix par ligne d'impression, 10 cents.

Avis aux abonnés.

Les abonnements commencent à toutes les époques, mais doivent s'achever à la fin de mars, juin, septembre et décembre.

N° 457.

MERCREDI.

21 SEPTEMBRE 1831.

INTERIEUR.

BRUXELLES, 19 septembre.

Trois bataillons du 1^{er} ban de la garde civique de Bruxelles étaient rangés, hier avant onze heures, sur le boulevard du Régent, y attendant le Roi. La tenue de ces bataillons a été généralement admirée.

S. M., comme nous l'avons annoncé hier, accompagné de M. le ministre de la guerre, en a passé la revue à onze heures et demie; les trois bataillons ont défilé ensuite devant le Roi, qui était venu se placer en face des Palais.

S. M., entourée sur tout son passage d'une foule nombreuse, en a été saluée par des vivats souvent répétés. (Moniteur.)

— On annonce que le gouvernement belge a demandé à la France des constructeurs et des marins pour jeter les premiers fondemens d'un établissement de marine militaire à Ostende.

— Nous avons besoin de prévenir d'avance nos lecteurs que ce qui suit est de la plus exacte vérité, qu'un témoin oculaire, d'un caractère au-dessus de tout soupçon de mensonge ou d'exagération, nous l'a rapporté, et qu'enfin il nous est impossible d'en révoquer en doute la vérité et l'exactitude.

Depuis la rentrée de l'armée en Hollande, on ne peut se faire une idée de l'exaltation des Hollandais de toute les classes et de leur animosité contre les Belges. Dans la plupart des faubourgs de La Haye, on voit des oreilles et des doigts coupés à des Belges tués dans les affaires d'août, et cloués aux portes des maisons avec des inscriptions qui rappellent les dates et les circonstances des combats où ces horribles trophées ont été recueillis!

Nous répétons que nous avons eu besoin de nous faire affirmer à plusieurs reprises la vérité de semblables faits; mais nous répétons aussi que nous ne pouvons plus en douter à la manière dont on nous a réitéré ces affirmations. (Courier.)

— S. M. a nommé le colonel de la première légion de la garde civique à Bruxelles, M. le comte Vanderstegen de Putte, à la fonction de colonel en chef de ladite garde, en remplacement de M. le baron Vanvolden de Lombeek.

— M. Nothomb est revenu samedi soir de Londres. A l'en croire, nos affaires prendraient une meilleure tournure auprès de la conférence.

— On lit dans une lettre datée de la citadelle d'Anvers, du 10 septembre, insérée dans la *Gazette d'Arnheim*, qu'il n'y a pas apparence que les Hollandais conserveront encore long-temps cette citadelle, puisqu'elle n'est approvisionnée que jusqu'au 1^{er} novembre, et qu'on n'attend pas de nouvelles provisions. Cette lettre parle encore de beaucoup de maladies. En parlant du commandant, l'auteur de la lettre dit qu'il semble s'être rajeuni depuis qu'il s'est de nouveau montré comme la terreur des ennemis de la patrie.

Une autre lettre de Tilbourg du 13, dans le même journal, assure, sur la foi d'une correspondance anglaise, que les affaires entre la Hollande et la Belgique sont sur le point d'être arrangées, à l'exception de la question de la dette, que les cabinets anglais et français veulent avoir décidée en faveur des Belges. L'auteur de la lettre finit par émettre le vœu de voir cette fin arriver bientôt, de peur que l'état de repos provisoire actuel ne dégénère en une agonie pour la Hollande.

On lit encore dans le *Arnhemsh-Courant* que plusieurs mouvemens s'opèrent dans les divers corps de la schuttery hollandaise, dans le Brabant-Septentrional; que la famille royale est attendue à Amsterdam; que le général Van Geen est arrivé le 13 à La Haye; qu'on y avait reçu des dépêches de Londres auxquelles il a été de suite répondu par un courrier y retournant, et que la session des états-généraux va être incessamment close.

Correspondance particulière de l'Indépendant.

Gand, le 18 septembre.

Le 1^{er} régiment d'infanterie belge est arrivé aujourd'hui dans cette ville; demain il partira pour Bruges. D'autres troupes sont attendues; elles sont nécessaires pour rassurer les habitans de la frontière hollandaise, dont l'inquiétude est extrême, cela par suite des mouvemens de l'armée ennemie.

Ce soir, le *Messageur de Gand* annonce qu'effectivement douze mille hommes de troupes hollandaises sont arrivés au Sas-de-Gand et environs. On ignore, dit-il, le motif qui a pu déterminer le gouvernement hollandais à jeter dans ces parages une telle quantité de militaires.

Permis au *Messageur* de vouloir ignorer les motifs de ce mouvement, et permis à lui de chercher à nous tromper et à nous amuser, mais ne nous laissons plus surprendre, et soyons convaincus que notre ennemi médite des perfidies, et qu'il est sur le point de les mettre à exécution.

Nous qui sommes intéressés à être bien instruits, et qui n'avancions que des faits positifs, nous déclarons :

Qu'il n'y a plus de garnison au Sas-de-Gand, qu'elle a quitté le 16 courant ce cantonnement pour se réunir aux troupes arrivées à Hulst, Axel, Terneusen, la rive gauche de l'Escaut et l'île de Walcheren. La force des Hollandais sur ces divers points dépasse 25 mille hommes. Tous les jours elles se livrent à de grandes évolutions militaires, et les exercices à feu ont lieu les mardi et samedi de chaque semaine.

Le motif qui a déterminé le gouvernement hollandais à jeter une telle quantité de troupes est une chose qui ne doit plus étonner le *Messageur de Gand*, et s'il n'est pas instruit, nous lui dirons qu'une surprise est méditée sur Gand et qu'elle aura lieu très-incessamment.

La ville de Gand est tout entière dans cette conviction, et l'orangeisme a le verbe haut.

ANVERS, 17 septembre.

La musique de la garde civique a donné hier au soir une sérénade au général Belliard, en témoignage de remerciement des soins et des peines qu'il se donne pour mettre un terme aux progrès de l'inondation de nos polders.

— Lundi, commencera l'affaire des pillages commis à Moll, etc.

— Le général d'artillerie Evain est aussi arrivé hier.

— On nous écrit de Turnhout, 15 septembre :

« Cinq déserteurs de l'armée hollandaise viennent d'arriver à l'instant, dont trois avec armes et bagages. » (Escaut.)

LUXEMBOURG, 14 septembre.

(Correspondance particulière du Courier.)

Je vous adresse ci-après un extrait de la lettre que je viens de recevoir d'un de mes parens, aumônier pensionné, qui réside aux environs de Vienne en Autriche. Vous verrez que notre révolution n'est pas jugée en Allemagne comme le disent nos feuilles publiques de ce pays. Sous ce rapport, je pense qu'il ne serait pas inutile de donner de la publicité à cet extrait.

Gutenbrun, près Vienne, le 29 août 1831.

Je sais que les Hollandais vous ont laissé de tristes souvenirs que vous sentirez long-temps; je souhaite que vous puissiez vous en remettre sous peu de temps; mais ces plaies ne se guérissent pas sitôt. Vous ne devez pas croire que les Allemands pensent mal sur le compte des Belges; chacun connaît les torts que les Hollandais vous ont faits. On parle très-mal ici de leur conduite pendant les 15 années qu'ils vous ont tyrannisés. On ne comprend pas la conduite du roi de Hollande, qui, au mépris d'un armistice et de la garantie des cinq puissances, est allé attaquer à l'improviste votre nouveau Roi. On croit que la conférence doit le punir de cette infraction à la foi jurée et au droit des nations.

NAMUR, 20 septembre.

— Nous lisons dans un article du *Courier de la Meuse* intitulé : *le Catholicisme et le Libéralisme en Belgique*, le passage suivant :

« De bonne foi, les plaintes des libéraux sur l'enseignement et sur les élections sont-elles donc bien fondées? et sont-ils bien sages de se joindre aux ennemis du pays et aux partisans du gouvernement hollandais, pour augmenter les difficultés de notre position? Que le *Messageur de Gand*, le *Lynx*, et autres feuilles de ce genre, orientent contre les catholiques et le clergé, cela se conçoit, et on comprend si bien leurs intentions que, s'ils criaient seuls, a peine y ferait-on attention. Mais que des libéraux raisonnables, et qui ont prouvé jusqu'à présent qu'ils voulaient sincèrement la liberté pour nous aussi bien que pour eux, se montrent également inquiets et jaloux, cela ne s'explique pas aussi aisément, et cela nous semble en outre triste et dangereux. »

— On écrit de Gand, 18 septembre :

« Environ 200 hommes du 2^e chasseur à pied sont arrivés à Termonde pour rejoindre leur corps. »

« C'est le premier régiment d'infanterie de ligne qui arrive aujourd'hui dans nos murs; il repartira demain, pour aller remplacer le 6^e à Bruges et sur divers points de la ligne. Ce dernier régiment doit arriver ici le 21, ainsi que la gendarmerie mobilisée des deux Flandres. Ces troupes doivent repartir le 22; nous ignorons encore la destination du 6^e : la gendarmerie doit se diriger sur Banterssem. »

« On décharge à l'entrepôt 580 barils de poudre destinés pour la citadelle. »

A monsieur le Rédacteur du Courier de la Sambre.

Givet, le 16 septembre 1831.

En parcourant quelques contrées de la Belgique, j'ai admiré le patriotisme que manifestent les citoyens dans presque toutes les localités; il est touchant surtout de voir l'habitant des campagnes, sensible à la voix de l'honneur, s'émouvoir au moindre danger qui semble menacer sa patrie, et se montrer prêt à verser son sang pour elle.

Je me trouvais dernièrement sur la route qui conduit de Liège à

Ciney, à une lieue de cette dernière ville, lorsque l'approche de la nuit m'engagea à chercher gîte dans l'auberge dite *barrière de Hubine*. C'est là que se rendent chaque soir les habitans du village pour y entendre la lecture des journaux. Combien je fus surpris du progrès des lumières chez ces hommes ignorés lorsque je les entendis discourir sur les affaires de leur pays! Douze ans auparavant j'avais vu ces mêmes hommes écrasés sous le poids du despotisme et destinés pour ainsi dire à ne jamais réfléchir!... Aujourd'hui j'ai vu l'homme dans toute sa dignité, libre et ami de l'ordre. Il consacre ses sueurs à sa famille et ses veilles à son indépendance.

J'eus occasion de voir les soldats-citoyens de Hubinne sous les armes. Ce sont en général des hommes formés et robustes. Leur démarche grave et leur front calme ont quelque chose d'imposant qui me semble parfaitement en rapport avec l'importance de leur mission. Ils s'exercent fréquemment, car l'incertitude du temps les dérange peu de leurs habitudes; aussi le pays trouvera-t-il en eux des défenseurs toujours prêts à marcher à l'ennemi.

La garde civique de Hubinne a su se créer une harmonie qui exécute déjà avec ensemble bon nombre de marches militaires. Ces musiciens improvisés, mais pleins de zèle, se rassemblent plusieurs fois par semaine pour exercer leur talent.

Après la lecture des feuilles ils se rendent à la salle d'école, et dans ce sanctuaire où l'enfant est venu pendant le jour puiser des connaissances utiles, le jeune homme vient éprouver des sensations pures et nouvelles que les arts lui procurent en l'ennoblissant.

Un artiller de la garde nationale française.

EXTERIEUR.

FRANCE. — Paris, 17 septembre.

Les organes du ministère sont les seuls qui soient restés muets et froids au milieu de la douleur publique.

Le *Moniteur* ne dit pas un mot; le *Journal des Débats*, qui a d'ordinaire tant de prosopopées à propos d'émeutes, n'a pas trouvé une seule fleur à jeter sur ce vaste tombeau; la *France Nouvelle* reprend déjà son texte favori contre les *fauteurs de troubles*; ce soir, enfin, le *Messenger* épuise toutes les ressources de l'absurde et du niais pour démontrer que nous ne pouvons porter secours à la Pologne, et dans cet article inqualifiable on trouve cette phrase: « Il eût fallu cent années de victoires, ou même, en supposant que nous eussions marché deux fois plus vite que nos devanciers, il eût fallu huit années de triomphes consécutifs! Or, la Pologne n'eût-elle pas été écrasée pendant ce long intervalle? »

Il faut lire de telles choses pour croire qu'un homme de sens a pu les écrire ou les penser!

Mais je vous accorde tout! — Oui, vous ne pouviez pas porter secours à la Pologne!... Oui, vous avez dû rester spectateurs insensibles de tant de courage, d'héroïsme, de sublimes efforts!

Mais, cette Pologne! dites-nous donc, qui vous donnait le droit de la trahir!

Or, c'est vous qui l'avez trahie!

Ecoutez toutes les plaintes, lisez ces circulaires, entendez ces gémissements de Varsovie tout entière! C'est vous qu'elle accuse! C'est sur vous qu'elle appelle la colère du Ciel!...

Et que vous demandait-on enfin?

On vous demandait d'élever la voix pour que la Prusse ne se joignît pas à la Russie? On vous demandait de faire respecter les traités sacrés, les conventions entre les puissances. On vous demandait encore de reconnaître la nationalité polonaise.

Et dans votre sollicitude hypocrite, vous disiez qu'un tel acte de votre part serait dangereux pour la Pologne.

Comme s'il y avait des dangers plus grands que la mort!

Comme si votre lâche inertie a empêché l'Autriche et la Prusse de servir secrètement leur alliée la Russie! Comme si, dans leur position, retenues, l'une par le duché de Posen, l'autre par la Hongrie et par l'Italie, elles auraient osé courir les risques d'une guerre générale! Comme si vous-mêmes vous n'aviez pas répété cent fois que ces puissances avaient le plus grand intérêt à la paix!

Loin d'écouter le vœu de la France, qui vous criait d'assurer, par une reconnaissance ferme et hardie, l'indépendance de la Pologne, vous avez reculé devant la Russie comme vous avez reculé devant l'Autriche pour l'Italie, devant l'Angleterre et la Prusse pour la Belgique.

Partout vous avez courbé le front!...

Mais pour la Belgique, mais pour l'Italie, ce sont des fautes: pour la Pologne, c'était un crime.

Un crime à vos propres yeux: Un crime d'après vos propres discours! Car vous, M. Sébastiani, vous avez dit à la tribune que *la Russie marchait contre nous, et que la Pologne l'a arrêtée.*

Ce ne sont donc pas des mots en l'air, c'est une vérité évidente à tous que la Pologne se levait pour protéger la France, et, par conséquent, l'avoir abandonnée, malgré nos vœux, malgré ces énergiques protestations de la population tout entière, c'est trahir cette population! c'est trahir la France.

Cet crime de trahison, il s'échappait aujourd'hui de toutes les bouches. Car maintenant voyez:

La Belgique est à l'Angleterre, l'Italie à l'Autriche, la Pologne à la Russie, les frontières rhénanes à la Prusse, qui a sur ce point une ligne de 170,000 hommes.

Nous restons seuls! Mais nous restons avec un peuple capable d'enthousiasme, d'entraînement, de miracles quand il s'agit d'indépendance et d'honneur!

Au peuple donc, à lui seul à faire ses destinées. Celles du monde en dépendent!

(Tribune.)

CIRCULAIRE DU GOUVERNEMENT POLONAIS.

Poussés vers le bord de l'abîme par une fatalité attachée à notre sort, nous profitons des derniers momens qui nous restent peut-être pour vous avertir des dangers qui nous menacent, et pour vous exprimer les sentimens qui nous animent, en vous engageant à les porter à la connaissance du cabinet français. Nous l'avons à plusieurs reprises prévenu sur l'avenir qui nous attendait, sur la tournure que devaient prendre les opérations militaires, si aucune voix ne s'élevait en notre faveur en Europe: nos prévisions sont au moment de s'accomplir. Bientôt peut-être serons-nous cernés par des forces supérieures; bientôt réduits à nous défendre dans les murs de Varsovie, nous verrons toutes nos espérances, toutes nos ressources concentrées dans l'étroite enceinte de la capitale. Nous pouvons être privés des moyens de communiquer avec vous, aussi un devoir impérieux nous commande aujourd'hui de faire entendre notre voix aux cabinets européens qui seuls ont encore le pouvoir de seconder nos efforts et de sauver notre cause. Mais nos illusions se sont déjà évanouies, la vérité toute nue a apparu à nos yeux, nous ne comptons plus sur l'appui des puissances qui ont pu et qui n'ont pas voulu, qui peuvent encore et qui ne veulent pas nous sauver. Nous n'osons plus ajouter foi aux promesses qu'elles nous ont faites et qu'elles démentent par leur conduite. Nous ne cherchons aujourd'hui notre salut que dans notre désespoir, et nous n'avons confiance que dans les miracles de Dieu et dans notre ferme détermination de périr.

Nous ne devons pas cependant vous cacher qu'un rayon d'espérance vient quelquefois nous ranimer. Il nous ranime quand nous songeons à tous les devoirs qu'imposent aux puissances européennes la morale, l'humanité, la politique et l'opinion des nations; quand nous nous rappelons les espérances flatteuses que nous firent concevoir certains cabinets. Non, nous ne pouvons pas supposer qu'ils aient surpris notre bonne foi et notre confiance pour régler des intérêts d'un ordre inférieur, et nous précipiter dans l'abîme, après les avoir réglés. Nous nous efforçons enfin de chercher nos consolations dans l'idée qu'il est impossible qu'ils ne nous tiennent point compte de tout notre sang répandu, de notre persévérance et de tous les services que, dans un court espace de temps, nous avons déjà rendus à l'Europe. En effet, une guerre générale menaçait l'Europe, la Pologne l'a arrêtée, en a soutenu tous les maux. Une froideur menaçante entre les cabinets de Saint-Pétersbourg et du Palais-Royal en était l'avant-coureur. La guerre de Pologne hâta l'envoi des premières lettres de créance de l'ambassadeur russe à Paris, et rapprocha les deux cabinets. Bientôt l'empereur Nicolas, d'une part, devient plus coulant dans ses arrangements avec la Turquie; de l'autre, cédant aux désirs de la conférence de Londres, il consent à reconnaître l'indépendance des Belges contre lesquels ses troupes avaient déjà l'ordre de marcher. Qui peut prévoir les chances qu'une guerre générale aurait alors amenées? mais il est sûr que la contagion dont la Pologne est aujourd'hui le théâtre serait, à l'heure qu'il est, déjà établie au sein de l'Europe, aurait porté ses ravages jusque dans le Midi. Pour de tels services que la Pologne, à peine ressuscitée, a déjà rendus, comment en est-elle récompensée?

Nous n'avons point oublié les assurances d'intérêt que donna, à plusieurs reprises, le cabinet anglais à nos agens à Londres; nous nous rappelons toutes celles que vous nous avez rapportées dans vos dépêches. Le cabinet français nous fit des promesses plus flatteuses encore. Au mois de juin, il nous assura que notre cause était sauvée, et le ministère anglais fit aussi entendre des paroles semblables. On nous demanda de tenir encore un mois, puis deux mois, et nous fîmes ce qu'on nous demanda. On promit à Paris et à Londres qu'on s'occuperait sérieusement de nos affaires dès que celles de la Belgique seraient arrangées; on se servit même de nous pour en hâter le dénouement, et aujourd'hui que les Belges eux-mêmes ont déclaré que c'est pour nous sauver qu'ils ont renoncé volontairement à leurs prétentions, que la question belge est résolue, et qu'on peut s'occuper de la Pologne, on l'abandonne, on la livre à ses bourreaux.

L'Angleterre et la France ne nous auraient donc employés par occasion que comme un instrument propre à servir le courant de leurs intérêts! L'Angleterre ne nous aurait bercés de quelques illusions que pour avoir un moyen de plus d'établir l'indépendance de la Belgique, et la France ne nous aurait fait de promesses que pour gagner la majorité dans les chambres! La bonne foi serait-elle donc entièrement bannie des cabinets, et les paroles d'un ministre anglais et français ne seraient-elles que des sons dénués de toute valeur? Malgré que nous connaissions toutes les sinuosités d'une politique tortueuse, nous nous sommes cependant résignés avec confiance sur la noblesse et la générosité des gouvernemens français et anglais. Nous n'avons pas pu supposer qu'un peuple qui se souleva contre un ennemi dix fois plus fort pour la défense de la plus sainte des causes, qu'un peuple malheureux, accablé de toutes les calamités, qui eut à lutter contre des forces supérieures, contre la disette, contre les fureurs d'une contagion meurtrière, contre la neutralité équivoque de deux voisins puissans; que ce peuple, dis-je, eût encore à se méfier de la sincérité de ceux qui se disaient ses amis, et qu'il eût à combattre la cruelle dissimulation de leur politique.

(La suite à demain.)

ÉVÉNEMENTS DE LA JOURNÉE.

La matinée s'est passée avec calme; le sentiment qui dominait généralement la population parisienne était une profonde douleur sur

Les malheurs de la Pologne. On lisait avec avidité les journaux ; et les hommes sages et modérés, tout en exprimant leur inquiétude sur les troupes qui ont eu lieu hier soir, espéraient qu'aucun fâcheux événement ne surviendrait, et que la discussion annoncée pour lundi à la chambre serait attendue avec confiance par tous les amis de l'ordre et de la légalité.

Vers midi, MM. Périer et Sébastiani traversaient en voiture la place Vendôme : un homme s'est jeté à la tête des chevaux ; la voiture a été aussitôt entourée. M. Périer est descendu seul, et s'est adressé avec vivacité à ceux qui se pressaient autour de lui. Des cris accueillirent ses paroles, et le mouvement fut assez inquiétant pour que le cocher du haut de son siège fit signe au poste de l'état-major de venir au secours du ministre. M. Périer profita de l'agitation produite par l'arrivée de la troupe pour se jeter dans l'hôtel de la chancellerie, dont les portes furent aussitôt fermées.

Dès huit heures au Palais-Royal, dans le jardin, la foule était nombreuse, et beaucoup de jeunes gens portaient un crêpe au bras et criaient : *Vive la Pologne ! à bas le ministère !* Quelques-uns montés sur des chaises, lisaient à voix haute les journaux. A un arbre on voyait une affiche écrite à la main et portant ces mots : « L'héroïque Pologne, lâchement abandonnée, est une terrible menace pour vous. Citoyens, n'en attendez pas les effets ! aux armes ! Une lutte s'est engagée entre plusieurs individus et les sergens de ville ; un de ces derniers fut accablé sous des coups de bâtons de chaise.

Pendant ce temps un rassemblement se formait de l'autre côté de la Seine, sur la place de l'Odéon.

A deux heures, le Palais-Royal était occupé par un bataillon de ligne ; les boutiques étaient fermées. Des piquets allèrent se poster devant le ministère des affaires étrangères et dans l'intérieur de la cour.

Vers trois heures, la foule grossissait dans les environs du Palais-Royal. Les cris redoublaient contre les ministres. Dans la rue Richelieu, en face la Bibliothèque, une boutique d'armurier a été enfoncée : la garde nationale arriva assez à temps pour arrêter le pillage.

L'agitation alla croissant ; dans la soirée, sur le boulevard, devant le café de Paris, des omnibus renversés ont servi à former une barricade ; une autre barricade avec des fiacres et de longs morceaux de bois a été essayée à la porte Montmartre.

En passant devant les théâtres, les agitateurs y sont entrés et ont fait cesser les représentations.

Vers les neuf heures, les mouvemens aux environs du Palais-Royal prirent un caractère plus désordonné, on poussait des cris violents contre le ministère. Plusieurs généraux étaient à la tête de l'infanterie. Un d'eux, entre autres, paraissait décidé aux mesures les plus énergiques. M. Delaborde parvint à le calmer, et parcourut ensuite les groupes en les invitant, avec une chaleureuse émotion, à se retirer : on distinguait aussi M. Carlier, chef de la police municipale. La foule fut repoussée jusque dans la rue Vivienne, auprès de l'arcade Colbert ; une charge fut exécutée par la garde nationale : il y eut un grand nombre de blessés. On entendit crier aux armes ! et on lançait des bouteilles cassées.

La rue Richelieu était parcourue par des troupes de ligne et de la cavalerie qui marchait au galop. La foule fuyait vers la rue Saint-Honoré, en cassant les réverbères. Plusieurs habitans éclairèrent leurs maisons avec des lampions.

Il est onze heures du soir, les rues Vivienne, Richelieu, le boulevard du Panorama, sont parcourus par la ligne, la garde nationale et la cavalerie. Les cafés sont fermés. Le calme paraît rétabli.

— On assure que M. Bouvattier, maire du neuvième arrondissement, a fait savoir au président du conseil que le faubourg Saint-Antoine prépare une pétition pour la chambre des députés, laquelle est déjà couverte de plusieurs milliers de signatures.

L'exaspération incessante de la population nous menace d'une soirée orageuse. La tranquillité de la nuit dépendra peut-être de la chambre des députés, bien plus que de l'emploi de la force. Si le ministère ne change pas, si M. Sébastiani au moins n'est pas sacrifié, il faut s'attendre à ce que l'autorité traite Paris en pays révolté.

Quatre heures trois quarts. — Le désordre est au comble au Palais-Royal, où la troupe de ligne veut faire sortir le public. On y casse les chaises et l'on fait résistance aux ordres de l'autorité. La soirée s'annonce comme devant amener de fâcheux résultats, tant l'exaspération est grande parmi le peuple. Des hommes, portant des bâtons surmontés de pointes en fer, parcourent les rues, et leur figure annonce de sinistres desseins.

On n'a pas encore battu le rappel de la garde nationale : sa présence semble nécessaire cependant.

P. S. Le tumulte va toujours augmentant dans les rues, presque toutes les boutiques du Palais-Royal et de la rue Vivienne ont été fermées.

Les carabiniers en garnison à Versailles viennent de recevoir l'ordre de se rendre à Saint-Cloud et de là à Paris. On place des piquets de garde municipale à la porte de tous les ministères.

— Les craintes redoublent à la Bourse sur les conséquences de la défaite des Polonais : ces mots d'*avant-garde vaincue*, prononcés vendredi à la chambre, ont retenti terribles aux oreilles des spéculateurs ; on s'était endormi sur la politique du ministère, on ouvre enfin les yeux, et en s'aperçoit de l'abîme que la diplomatie a creusé sous nos pas. Les fonds ont éprouvé, depuis deux jours, une baisse de 3 1/2 p. 100. Voici les œuvres du ministère conservateur de tous les intérêts.

(Le Globe.)

— Plusieurs journaux ont annoncé ce matin que la conférence de Londres s'opposait à l'entrée en Belgique des officiers français nommés

pour organiser l'armée belge. Nous pouvons affirmer que cette nouvelle est dénuée de tout fondement. La plupart de ces officiers sont déjà rendus à leurs postes, et ils les conserveront jusqu'à ce qu'ils aient achevé la mission qui leur est confiée. Par ce moyen nous n'aurons pas rendu à la Belgique un service moins important que celui qu'elle pouvait attendre d'une prolongation de séjour. Près de trois cents officiers français, disciplinant une armée qui ne demandait que des chefs, ne sont pas moins utiles que 12,000 combattans. (France Nouvelle.)

Nous avons fait connaître hier la circulaire adressée par le gouvernement polonais à ses agens près des cabinets étrangers. Cette pièce, rédigée avec un calme et une dignité admirables, est un réquisitoire accablant pour le ministère Périer. Il est accusé à la barre de l'Europe d'avoir bercé deux mois durant les malheureux Polonais de l'espoir d'une intervention diplomatique qui devait terminer leur martyre ; il est accusé d'avoir entravé leurs efforts de défense en les invitant à ne point livrer pendant cet intervalle une bataille générale, dont peut-être leur salut dépendait ; en un mot si les faits sont exacts (et qui oserait donner un démenti au dernier mot de la Pologne), sa conduite, qu'on l'attribue à la peur, au vertige, ou à des intentions perfides que nous ne lui supposons pas, aurait directement préparé la funeste catastrophe de Varsovie. Le général Lafayette a reproduit ces faits à la tribune de la chambre, et le ministère a cru pouvoir se dispenser de répondre, en s'appuyant sur une décision qui renvoyait la discussion à lundi. Nous avons peine à concevoir comment des hommes sur lesquels leur position fixe en ce moment l'attention de l'Europe peuvent consentir à demeurer deux jours entiers sous le poids de l'imputation la plus terrible ; car, nous n'hésitons pas à le dire, si demain M. Sébastiani ne parvient pas à se laver du soupçon qui pèse sur lui, et nous ne voyons pas comment il pourrait y parvenir, entre la responsabilité morale de ses actes et celle des actes de M. de Polignac, aucun homme loyal ne pourrait balancer un instant. Le prisonnier de Ham avait au moins le mérite de la franchise. (Globe.)

On a arrêté aujourd'hui à 2 heures, au Palais-Royal, le comte Adam Gurowski, un des combattans pour l'indépendance à Grochow, et décoré de la croix du mérite militaire.

Il parlait un peu vivement sur les derniers événemens de sa patrie avec quelques-uns de ses amis ; un sergent de police s'approche, lui arrache sa canne, tire l'épée, et remet le Polonais es-mains de ses suppôts.

— Une heure après le rappel, on a compté, sur la place des Petits-Pères, jusqu'à quatorze officiers, trois sous-officiers, et dix grenadiers ou chasseurs de la garde nationale. La couardise ministérielle finit par peser à tous les citoyens.

— La police a saisi chez M. Aubert, éditeur du journal *la Caricature* une lithographie intitulée : *Manière simple et facile d'apprivoiser le patriotisme*. Au bas de ce dessein on lit : *Prenez une croix et un nœud coulant ; donnez la croix et jetez le nœud*.

— Le *Messenger* rapporte de la manière suivante l'événement arrivé à MM. Périer et Sébastiani.

Un groupe s'était formé dès dix heures du matin devant l'hôtel des affaires étrangères. On n'y avait manifesté aucune intention hostile, lorsqu'à midi environ une voiture est sortie de l'hôtel. Des cris se sont élevés aussitôt : on venait de reconnaître M. le président du conseil et M. le ministre des affaires étrangères. En voyant cette foule et l'air animé de quelques visages, M. Casimir Périer a fait arrêter sa voiture, et se mettant à la portière, a demandé ce qu'on lui voulait. Personne ne répondant, la voiture continua sa course vers la place Vendôme. Mais voilà qu'au coin de la rue des Capucines et de la Paix quelques individus se sont jetés sur les rênes et ont cherché à arrêter les chevaux. Alors M. Périer les faisant arrêter une seconde fois est descendu de sa voiture ainsi que M. Sébastiani. Les deux ministres ont adressé aux assaillans quelques paroles auxquelles ils n'ont pas même répondu par des cris. La contenance de ceux qu'ils menaçaient de loin leur a tout à coup imposé. Sur l'entrefaite le poste de l'état-major ayant pris les armes est venu dissiper la foule. Les deux ministres sont alors entrés chez M. le garde des sceaux, d'où ils sont sortis un quart d'heure après pour se rendre au Palais-Royal, où le roi venait d'arriver.

Nouvelles de Pologne.

La *Gazette Universelle* dit, dans un article daté des frontières de Pologne, le 29 août, qu'il était arrivé des commissaires des puissances étrangères au quartier-général de Paskewitsch, munis de pouvoirs très-étendus et chargés de faire tous leurs efforts pour amener la cessation des hostilités. La même feuille ajoute que S. M. l'empereur de Russie avait déclaré aux ambassadeurs étrangers, à St-Petersbourg, qu'il ne se prêterait à aucune intervention ; mais que, si les Polonais se soumettaient volontairement, il leur accorderait un pardon entier, et qu'ils jouiraient de nouveau du bienfait d'une constitution.

— La *Gazette d'État* de Prusse, du 14, contient, sous la rubrique Pologne, deux rapports datés du quartier-général russe, dont le premier, du 5 septembre, n'a d'autre objet que les préparatifs faits dans le quartier-général pour attaquer et prendre d'assaut la capitale de Pologne, dans le cas où les propositions pacifiques resteraient sans suite.

Le deuxième rapport entre dans les plus minutieux détails sur la disposition des différens corps de l'armée russe, pour diriger l'attaque de Varsovie sur plusieurs points simultanément. Il en résulte que la principale attaque avait été dirigée contre les fortifications près Wola, et que 60 bouches à feu y étaient employées par les Russes. Ce poste doit avoir été en effet bien fortifié, et la résistance doit avoir passé l'attente des assaillans.

Il paraît que les Polonais avaient mis une grande partie de leur salut dans la défense de Wola; cependant ils ont dû céder au nombre, et environ 1,000 braves y ont été faits prisonniers, et 14 pièces d'artillerie sont tombées dans les mains des Russes. Une seconde redoute a été prise avec moins de peine; mais l'explosion accidentelle d'un magasin de poudre, que les Russes avaient cru être une mine, leur a causé quelques pertes et beaucoup d'effroi. Après cet événement il y a eu quelques momens de repos, et la première journée finit après que les braves Polonais eurent essayé à trois reprises, mais toujours inutilement, de reprendre Wolas.

Le feld-maréchal s'était retiré vers le soir à Wlochy, où était son quartier-général la veille. Un parlementaire s'y est présenté vers une heure dans la nuit pour parler de capitulation; mais comme, de la part du gouvernement polonais, il était toujours question du rétablissement de la Pologne avec les frontières de 1772, le généralissime russe ne pouvait en prendre aucune notice.

Il fut cependant convenu qu'une entrevue aurait lieu le lendemain entre le feld-maréchal Paskewitsch et le général Krukowiecki, chef du gouvernement polonais. Cette conférence eut lieu dans la matinée du 7: on s'entretint avec vivacité, et il fut stipulé que la diète ferait savoir, avant une heure de relevée, si elle acceptait l'armistice, en se soumettant à la discrétion de l'empereur, et en faisant marcher l'armée vers Plock pour y attendre des ordres ultérieurs. Dix minutes avant une heure un parlementaire apporta la nouvelle que la diète n'avait pu encore se décider.

Le feld-maréchal fit encore savoir que des-à-présent les réponses à lui envoyer devraient être expédiées par le chemin à gauche de Wola, puisque à l'instant même il allait recommencer l'attaque. En effet, le parlementaire avait à peine atteint la ville, qu'environ une centaine de pièces d'artillerie furent dirigées contre la deuxième ligne de fortifications. C'est alors que le feld-maréchal eut une contusion au bras gauche, laquelle, quoique légère, l'obligea cependant de confier le commandement au comte Toll.

Celui-ci déclara au général Prondzynski, qui était arrivé pour transiger, en disant que les ordres du généralissime avaient été remplis, que les hostilités ne cesseraient plus avant que la capitulation ne fût signée. On se prépara alors du côté des Russes à l'assaut qui commença vers quatre heures, par presque tous les corps d'armée à la fois, avec un tel succès, que, malgré la bravoure incomparable des assiégés, ils durent plier et céder à la force numérique.

Les Polonais s'étant retirés dans l'intérieur de la ville, leurs ennemis, furieux à cause d'une si forte résistance, allaient mettre tout en œuvre pour se venger de la ville, si elle se refusait de capituler. Dans la nuit, le général Krukowiecki envoya un parlementaire pour annoncer que la diète était dissoute, que lui était nommé dictateur, mais que sa vie courait risque, etc.

A la pointe du jour l'ordre fut donné aux troupes de ne pas recommencer les hostilités, attendu que la capitale comme le pays tout entier s'étaient soumis à l'empereur, et que donc l'armée attendrait sa destination à Plozko.

En effet dans la matinée du 8, le général Malachowski fit présenter au feld-maréchal un rapport de l'armée polonaise: la garde impériale occupa aussitôt la ville. A la barrière de Jérusalem une députation rendit hommage à S. A. I. le grand-duc Michel en lui présentant du pain et du sel. Une brigade russe occupa la tête du pont de Praga. Le feld-maréchal, empêché par sa blessure de monter à cheval, se proposait cependant de se rendre vers le soir à Belvédère. Le général comte Witt est nommé gouverneur de Varsovie, et le général Korff commandant.

Les faubourgs du côté sud-ouest ont été la proie des flammes. L'intérieur de la ville n'a presque rien souffert du bombardement. C'est le 8 que le feu devait se diriger contre elle. La perte des Russes a dû être considérable, on l'évalue à 4 ou 5,000 hommes; mais les rapports officiels manquent encore.

POSTE DE L'APRÈS-MIDI.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.

Séance du 19 septembre.

Présidence de M. de Gerlache.

La séance de la chambre des représentans en date du 19 n'offre rien de bien intéressant; on donne lecture de différentes discussions et on passe ensuite à la vérification des pouvoirs des représentans pour la province de Namur. Après une discussion à laquelle ont pris part MM. Rogier, Lebeau, Barthélemy, etc., l'admission de MM. Brabant, Fallon et Desmanet de Biesme est mise aux voix et prononcée.

M. Brabant est aussitôt introduit; il prête serment.

M. Leclercq fait un rapport au nom de la commission chargée de rédiger un projet de loi sur les difficultés qui pourront s'élever pour les cas de remplacement par suite de la loi qui rappelle les miliciens de 1826; il donne ensuite lecture du projet de loi rédigé par la commission. Nous ferons connaître le rapport et le projet.

L'impression du projet est ordonnée.

M. Raikem, ministre de la justice, expose les motifs d'un projet de loi qui règle l'organisation judiciaire.

L'assemblée ordonne l'impression de l'exposé des motifs et du projet; et sur la demande de M. Devaux, ce travail sera adressé aux cours et tribunaux du royaume, pour qu'ils fassent leurs observations, et les adressent à la chambre dans un mois.

La séance est levée à trois heures. Demain séance publique à midi.

CHAMBRE DU SÉNAT

Séance du 19 septembre.

(Présidence de M. le baron de Stassart.)

Le sénat a adopté les deux projets de loi qui ont passé l'autre jour à la chambre des représentans et relatifs l'un au rappel des miliciens de 1826, l'autre au mode de promulgation des lois.

La chambre décide ensuite que deux commissions seront nommées, pour examiner les deux projets de lois relatifs aux officiers, et pour celui du crédit de 10 millions. Au scrutin secret sont nommés, pour composer la première:

MM. Rouillé, de Loë, d'Ansembourg, Vilain XIII et Beytz.

Pour la seconde, MM. Lefebvre, Biolley, Degorges, Vandenecke et Dubois.

La séance est levée à 6 heures. Demain séance à midi.

— On écrit de Gand, 19 septembre:

Hier, deux officiers hollandais, avec six matelots, sont débarqués à Bochante, avec l'ordonnance du *Clara polder*. Les autorités belges ont refusé de contribuer dans les frais. 7,200 arpens de terre ont été submergés.

— Les Hollandais construisent une formidable batterie à la *Maison Blanche*. Ils espèrent, disent-ils, occuper bientôt la citadelle de Gand.

— Deux frères arrivent avec permission à la maison paternelle, l'un servait dans le 9^e, l'autre dans le 10^e régiment; sans s'être vus de long-temps, mettent pour ainsi dire les pieds ensemble chez leur père Ego, à Bochante, vieillard âgé de 80 ans; mais chose digne de remarque, c'est que vingt minutes après, arrive le 3^e frère qui revenait des Indes.

— Un Belge au service de la Hollande, en désertant, est resté suspendu pendant une demi-heure aux chevaux de frise en voulant les outrepasser. Il a dû déchirer sa capote pour pouvoir se sauver.

— Nous avons annoncé déjà que 35 officiers de la brigade Vanden Brouck avaient été réformés; nous apprenons aujourd'hui que le nombre total en est porté à 158, divisés en trois catégories, renvoyées, la première avec un mois de solde, la seconde avec trois mois, la troisième avec une demi-solde pour un temps indéfini. Cette brigade part le 23 pour le camp de Diest.

— On nous mande de cette même brigade que le chef de bataillon des tirailleurs de la Meuse Charlier, qui y avait été incorporé, vient d'être conduit sous escorte à Liège, où il est incarcéré.

COMMERCE.

GRAINS ET GRAINES. — *Portugal*. — La récolte du blé ayant été assez mauvaise cette année, et le prix du pain s'étant élevé à Lisbonne, des lettres de cette capitale, datées du 27 août, portent que le gouvernement venait d'accorder la permission pour importer 100,000 fanègues de blé, soit par la voie de mer, soit par terre.

A Hambourg, le 2 septembre, le froment et le seigle étaient en hausse, et l'orge se soutenait; on payait la graine de navette 126 rixd. depuis le 27 août.

A Amsterdam, le 12 sept., la graine de colza était cotée: liv., 48 à 50; de sur 6 aim., 50 à 51.

HUILES ET TOURTEAUX. — *Rouen*, 10 septembre. — Les huiles de colza ont subi une nouvelle hausse; on les a payées jusqu'à 42 f. les 100 k. Il n'y a point eu d'affaires à livrer. L'huile de lin sans demande 96 à 98. Les huiles d'olive sont tenues fermes de 24 à 24 s. 1/2. Celles pour fabrique de 137 50 à 140.

A Paris, le 13 septembre, les huiles de colza étaient cotées: disp., 87; cour. du mois, 88; les 2 dern. mois 1831, 88.

A Amsterdam, le 12 sept., on cotait: huile de colza disp., fl. 47; sept. 45 1/2, oct., 46; nov. 46 1/2; déc., 47; c'est une hausse de 2 1/2 à 3 fl. sur tous les mois, depuis nos derniers avis. L'huile de lin disp. était cotée 42.

Bourse de Paris, du 17 sept. — Rentes 5 p. 0/0 au compt., jouiss. du 22 mars 1830, 85 fr. 40 c. — 4 1/2, 69 fr. 00 c. — Rentes 3 p. 0/0, jouissance du 22 juin 1830; 56 fr. 20 c. — Act. de la banque, 1500 fr. 00 c. — Certif., Falconnet, 67 fr. 65 c. — Cortès d'Espagne, 10 fr. 00. — Emprunt royal d'Espagne 1830, 62 fr. 1/2. — Rente perpétuelle d'Espagne, 46 fr. 1/4. — Emprunt d'Haïti, 200 fr. 00 c.

Ventes publiques à Anvers. — Le 22 septembre: 5213 balles café Java et 200 triage noir.

Fonds publics de Londres, du 14 septembre. — Cons., 82 3/4.

Cours de Vienne, du 9 septembre. — Méral., 77 1/2; 4 p. 0/0, 67 3/10; lots de 100 fl., 156 1/2; partielles, 116.

ANNONCES.

1202.

AVIS.

5300 florins des Pays-Bas à appliquer à 4 pour cent.

S'adresser au secrétariat à l'hospice St Gilles, à Namur.

1251. Quartier garni composé de trois places ou six, avec écurie et remise, à louer. On louera l'un et l'autre séparément suivant le désir des amateurs. S'adresser rue des Carmes, N^o 839.

1221.

A LOUER.

Un très-beau quartier de maître à composer au gré de l'amateur, à qui l'on cédera la maison entière, s'il le désire. Cette belle et grande maison, située rue de Fer, n^o 780, offre, au rez-de-chaussée, deux beaux salons, une place à manger, cabinet, belle et grande cuisine, fournil, buanderie et belles caves, huit chambres à l'étage, cinq chambres mansardes et beaux greniers, une belle et très-grande cour avec remises et écurie pour dix chevaux et deux jolis petits bâtimens détachés.

S'adresser à M. Hock, entrepreneur et propriétaire de ladite maison, y demeurant.